



Trente troisième

Conseil fédéral

9 et 10 septembre 2017

DOCUMENT N°1

DOCUMENT N° 1

Page 2

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

Proposition du Bureau du Conseil Fédéral (BCF) au 25 août 2017

*2 boulevard de la Villette, salle de la CFDT, 75019 Paris
- Métro Belleville (ligne 2 et ligne 11)
(à l'intersection entre la rue de Belleville et le boulevard de Belleville)*

L'ordre du jour est construit en fonction des différents éléments à la connaissance du bureau du Conseil fédéral à la date de parution du présent document.

Samedi 09 septembre

09h30 Validation ordre du jour

TRAVAIL EN ATELIERS

09h40 ** motions sur la refondation d'EELV pour un nouveau départ (B, C, D, E, F)
** motion le tarif d'adhésion (A)

POINT D'INFORMATION

11h40 Parlementaires français/européens [10 minutes par instance]
** Sénateur-rices
** Député-es (sur la période nous séparant du précédent CF)
** Eurodéputé-es

12h30 [Pause]

14h00 Intervention du secrétaire national

14h20 Débat de politique générale

16h20 [Pause]

MOTIONS THEMATIQUES

16h30 • **Motion F** : “Débriefing, partage, retrouvailles et recomposition”, Présentée par Jean-Pierre Lancy et reportée par le Conseil fédéral de mai 2017

• **Motion B** : “*Un congrès pour un nouveau départ*”, présentée par Samy Khaldi, Christine Ladret, et Michel Wilson.

• **Motion C** : “*Un congrès de refondation : pour une écologie de transformation*”, présentée par Jean Lafont et Elise Lowy,

• **Motion D** : “*Refonder*”, Présentée par Henri Arévalo.

• **Motion E** : “*Construire la politique de la post-croissance*”, Présentée par Gilles DEGUET et Hélène HARDY

19h00 Fin des travaux

DOCUMENT N° 1

Dimanche 10 septembre

POINT D'INFORMATION

09h30 Lecture des décisions du Conseil statutaire

ELECTIONS INTERNES

10h00 Election de 2 membres du Conseil statutaire (2 femmes ou 1 femme et 1 homme)

10h10 Renouvellement de membres de l'Agora désignés par le Conseil fédéral

POINT D'INFORMATION

10h20 Commission transnationale

10h35 Intervention du Groupe d'Animation De l'Agora (GADA)

10h45 Intervention des jeunes écologistes

MOTION THEMATIQUE

10h55 • **Motion A** : *“Pour un parti réellement ouvert : le tarif d'adhésion solidaire”*, présentée par Maël Rannou

APPEL D'UNE DECISION DU CS

11h25 Appel du BER d'Ile-de-France auprès du CF d'une décision du CS

12h00 [Pause]

AGORA

13h30 Réunion de l'Agora [les membres du CF non-membres de l'Agora peuvent y assister]

16h30 Fin des travaux

DOCUMENT N° 1

Page 4

SOMMAIRE

Motions :

- Page 05 • **Motion A** : “*Pour un parti réellement ouvert : le tarif d’adhésion solidaire*”, présentée par Maël Rannou
<http://pad.eelv.fr/p/adhesion-solidaire>
- Page 07 • **Motion B** : “*Un congrès pour un nouveau départ*”, présentée par Samy Khaldi, Christine Ladret, et Michel Wilson.
<http://pad.eelv.fr/p/congres-nouveau-depart>
- Page 09 • **Motion C** : “*Un congrès de refondation : pour une écologie de transformation*”, présentée par Jean Lafont et Elise Lowy,
<http://pad.eelv.fr/p/congres-refondation>
- Page 11 • **Motion D** : “*Refonder*”, Présentée par Henri Arévalo.
<http://pad.eelv.fr/p/refonder>
- Page 13 • **Motion E** : “*Construire la politique de la post-croissance*”, Présentée par Gilles DEGUET et Hélène HARDY
<http://pad.eelv.fr/p/postcroissance>
- Page 15 • **Motion F** : “*Débriefing, partage, retrouvailles et recomposition*”, Présentée par Jean-Pierre Lancy et reportée par Le Conseil fédéral de mai 2017
<http://pad.eelv.fr/p/debriefing>

Appel à Candidatures au Conseil Statutaire

Le Conseil statutaire est actuellement composé de [5 hommes et 3 femmes](#). Par ailleurs, le poste actuellement occupé par Olivier Clément-Bollée doit être renouvelé.

En conséquence, **2 places sont à pourvoir au sein du Conseil statutaire. Places qui pourront être pourvues soit par une femme et un homme, soit par deux femmes.**

[L’appel à candidatures](#) est donc ouvert à toutes les adhérentes **ayant deux années d’ancienneté dans une fonction exécutive** interne locale ou nationale.

Chaque candidature devra tenir sur un feuillet A4 au maximum et être transmise par voie électronique à l’adresse bureau-cf@eelv.fr avant le mercredi 06 septembre 2017 à minuit.

DOCUMENT N° 1

Page 5

Motion A

**Pour un parti réellement ouvert :
le tarif d'adhésion solidaire**

Présentée par Maël Rannou
maelrannou@gmail.com

Exposé des motifs

L'adhésion minimale à Europe Écologie – Les Verts est de 36 €. La somme est très éloignée des tarifs pratiqués par plusieurs partis pour les plus précaires : 15 € à LR, 12 € au PS, le NPA et le PCF ont aussi des tarifs bas voire proche de zéro selon les personnes... Il serait symboliquement fort de proposer une approche novatrice de cette question et un tarif réellement solidaire.

Un tarif d'adhésion solidaire de 5 ou 10 € semble une base plus acceptable, mais nous proposons une démarche plus originale, issu de l'Économie Sociale et Solidaire, portant nos valeurs clairement : le tarif de 0 € déclaratif. Ce tarif existe dans plusieurs associations, ou par exemple pour s'abonner au journal en ligne Arrêt sur images, et ces structures réussissent pourtant à vivre. Il s'agit de permettre à celles et ceux pour qui le moindre effort financier est impossible mais qui veulent nous soutenir d'avoir une adhésion gratuite, le temps qu'ils puissent sortir la tête de l'eau. La vision donnée par les associations utilisant ce tarif montre qu'il est peu utilisé, mais permet à des personnes de s'investir plutôt que de les laisser dehors. Par ailleurs, dès que ces personnes obtiennent des moyens, elles acceptent généralement de payer sans le moindre mal, avec même un certain plaisir.

Trois arguments sont souvent donnés contre les tarifs bas :

- 1/ Cela permet l'entrisme ;
- 2/ Mais c'est déductible !
- 3/ Si on ne peut pas payer 36 € par an c'est que l'on est pas motivé.

Le premier est un faux argument absolu, une somme n'empêche pas l'entrisme : quelqu'un voulant le pratiquer peut donner de l'argent à des proches qui adhèrent, cela favorise à la rigueur l'entrisme des riches... La somme ne règle rien mais si la proposition à 0 € a soudain un énorme succès des contrôles son possibles : nous n'avons pas d'échéances majeures avant 2 ans, nous pouvons très bien instaurer ce système et faire un bilan dans un puis deux ans. Par ailleurs les régions valident chaque adhésion en lien avec les groupes locaux donc si un problème est aperçu, il sera étudié et tranché. Enfin, nous pensons qu'il n'y aura pas des centaines de personnes à en avoir usé et abusé. Par contre cela aura permis à quelques personnes précaires, non-issues des CSP+ dans lesquelles on range souvent les écologistes, de s'investir pour une réelle écologie populaire.

Le deuxième argument fait sourire, il s'entend beaucoup et montre justement une malheureuse déconnexion avec les plus pauvres. En effet, quand on est précaire on ne paie pas d'impôt, et donc on ne bénéficie pas d'abattement fiscaux. Ironiquement quelqu'un gagnant 1300 € aura une adhésion de base à 80€ donc il se fera rembourser 66%, emmenant son paiement factuel à 27,20 € ! Il y a là une aberration évidente.

Le dernier est un vrai choix politique, il rappelle certains argument sur la « responsabilisation » par l'argent : des soins de santé, l'accès aux bibliothèques... Dans ces cas il a toujours été montré que des sommes, mêmes symboliques, ne changeaient rien pour les gens qui avaient un revenu stable (et ne rendait d'ailleurs pas plus « responsable ») mais que par contre cela rejetait catégoriquement les plus précaires. Même une adhésion à 5 € par an en bibliothèque faisait symboliquement obstacle à des familles. Oui 36 € ce n'est pas grand chose étalé sur un an : 3 € par mois, l'effort est faisable. Mais quand vous êtes à découvert dès le début du mois et faites déjà des choix douloureux (souvent sur la nourriture ou le chauffage) car votre revenu est insuffisant, 3 € par mois c'est impensable.

La création de tarif solidaire et l'expérimentation d'un tarif à 0€ sur base déclarative (ne demandant pas de justification, mais imposant une démarche, par exemple aller cocher une case spécifique) apparaît donc comme une mesure symbolique forte, peu coûteuse mais ancrée dans la vision d'une écologie populaire, solidaire et ouverte. Quand les études sociologiques montrent bien que notre parti reste dominé par les CSP+, ce geste serait plus que bienvenu pour élargir le champ d'expériences de nos membres.

MOTION

Le CF acte la création de tarifs d'adhésion solidaires au sein d'EELV, sur base déclarative.

Le CF acte notamment la création d'un tarif à 5/10 € et un tarif exceptionnel d'exemption de paiement pour ceux qui considèrent être particulièrement précaires et demandent expressément ce tarif. Ces tarifs ouvrent les mêmes droits internes que les autres adhésions.

Une évaluation du tarif à 0 € sera effectuée une fois par an, les trois années suivant sa création.

Membres du Conseil fédéral :

Borner Sophie (Sup Normandie) ; de Crémiers Christelle (Tit Part nationale) ; Dervaux Julien (Sup Pays de la Loire) ; Dumazel Dominique (Tit Auvergne) ; Fournier Charles (Sup Centre) ; Gulli Jérôme (Tit Île-de-France) ; Hardy Hélène (Tit NPDC) ; Huyghe Pierre-Jocelyn (Sup NPDC) ; Kaiser Morris Ximena (Sup Hors de France) ; Khaldi Samy (Tit Île-de-France) ; Ladret Christine (Tit Pays de la Loire) ; Laveau Romain (Tit Pays de la Loire) ; Mettai Gil (Sup Picardie) ; Nicanor David (Tit Champagne-Ardenne) ; Nicklaus Sophie (Tit Part nationale) ; Noël Sylvaine (Sup Centre) ; Payet Genevieve (Tit La Réunion) ; Rannou Maël (Tit Pays de la Loire) ; Rupnik Alexandre (Tit PACA) ; Santini Fabien (Tit Hors de France) ; Sniter Juliette (Tit Île-de-France) ; Thiollet François (Tit Part nationale) ; Wilson Michel (Tit Rhône-Alpes) ; Zinck Rémi (Tit Rhône-Alpes).

DOCUMENT N° 1

Page 7

Motion B

Un congrès pour un nouveau départ

Présentée par Samy Khaldi, Christine Ladret, et Michel Wilson,
samy.khaldi@gmail.com, christine.ladret@aliceadsl.fr, mhhwilson@gmail.com

Exposé des motifs

Nous avons aujourd'hui la responsabilité de donner un avenir à l'écologie politique en France.

Europe Écologie les Verts ressort très affaibli de la récente séquence électorale : la baisse du nombre d'adhérent·e·s est historique, et nous avons perdu nos deux groupes parlementaires. Dans un paysage politique national profondément remanié ces derniers mois, qui a vu les deux principaux partis de gouvernement exploser, une candidate xénophobe accéder au second tour de l'élection majeure de notre pays, un mouvement à prétention sociale-écologiste hégémonique s'imposer et un nouveau parti présidentiel triompher, la cote de sympathie dont nous bénéficions ne compense pas notre effacement des débats et le peu de confiance qu'on nous accorde pour exercer le pouvoir. Il nous appartient donc de prendre un nouveau départ, nous qui savons que le projet écologiste est singulier et embrasse toutes les problématiques de nos sociétés, nous qui sommes persuadé·e·s que ce projet doit être porté par un mouvement écologiste autonome.

Seul un moment symbolique fort et mobilisateur nous permettra de prendre ce nouvel élan. Un congrès extraordinaire, précédé d'une préparation méthodique et ouverte, est la meilleure manière de relancer notre mouvement pour les années qui viennent. Ce congrès devra être l'événement qui fera dire et écrire « oui, les écologistes prennent un nouveau départ ». Il devra poser les fondations pour reconstruire un mouvement attractif et de référence, celui vers lequel toutes et tous se tourneront pour penser et mettre en œuvre la société post-croissance. Pour cela, des demi-mesures ne suffiront pas.

À l'heure où se multiplient les initiatives pour constituer de nouvelles écuries, souvent autour de professionnels de la politique qui se cherchent des débouchés électoraux, nous ne pouvons rester sans réagir. Nous sommes les héritières et héritiers de René Dumont et de toutes celles et ceux qui à partir des années 1970 ont fondé l'écologie politique pour en faire un courant incontournable de la politique française. Nous avons la responsabilité d'engager dès aujourd'hui le travail de reconstruction.

L'écologie politique ne peut rester aussi sensible aux vents et aux marées du calendrier électoral, aux aléas d'une vie politique de plus en plus incertaine et aux déterminants parfois compliqués à saisir... Nous devons construire un socle plus assuré. Ainsi, ce congrès planifiera la stratégie de long terme qui ancrera solidement l'écologie politique en France, qui construira sa nécessaire résilience : implantation dans les zones rurales, écologie populaire, valorisation du travail de nos élu·e·s, liens avec le monde de la recherche et espaces de réflexions, accueil et formation, partage de l'histoire de notre mouvement, nouveaux fonctionnements internes, campagnes numériques innovantes, etc. Rendre possible l'émergence d'un parti écologiste fort implique de cesser de se positionner en permanence par rapport aux partis voisins, pour assumer de construire une ligne et une stratégie politique claire et ambitieuse dans les années à venir. Il s'agit bien là d'un choix de congrès.

Ce congrès doit être aussi l'occasion pour notre direction nationale de placer entre les mains des adhérent·e·s l'avenir du mouvement. Nous considérons que les équilibres politiques internes issus du congrès de 2016 n'ont aujourd'hui plus vraiment de sens, et que c'est le fonctionnement du mouvement dans son ensemble qu'il faut repenser. C'est sur des bases renouvelées que nous pourrons porter fièrement un discours ambitieux en 2019 aux élections européennes, avant de faire émerger en 2020 pour les municipales des dynamiques locales prouvant notre capacité à conjuguer le sérieux qu'exige l'exercice du pouvoir et la radicalité de l'écologie politique. À nous de construire cette cohérence de stratégie et de projet.

DOCUMENT N° 1Page **8**

C'est bien à nous toutes et tous de choisir la forme que prendra cette nécessaire et ambitieuse refondation, qui doit être aussi une clarification de notre ligne politique, et de la construire collectivement. Nous proposons pour cela que soit organisé un congrès extraordinaire au printemps 2018. Ce congrès devra être l'aboutissement constructif d'un riche processus de réflexions et d'initiatives pour poser notre cadre idéologique, nos idées et notre stratégie politique : conventions thématiques, débats dans les groupes locaux, rencontres avec les associations, les entreprises, les collectifs de la "galaxie écologiste", les partis verts européens et mondiaux, travail sur nos statuts... Les chantiers à ouvrir sont nombreux. C'est donc un calendrier précis et une organisation dédiée qui doivent être mis en place dès l'automne 2017 pour nous amener jusqu'à un congrès, pour un nouveau départ.

Considérant enfin que les statuts d'EELV prévoient trois modalités de déclenchement d'un congrès extraordinaire : soit à l'initiative du Conseil Fédéral, soit à la demande de 20% des adhérent-e-s d'EELV, soit à la demande de 8 Conseils Politiques Régionaux au moins. Nos représentant-e-s au Conseil fédéral sont donc aujourd'hui invité-e-s à se prononcer sur la présente motion.

MOTION :**Il est proposé au CF :**

- > **Par le vote de cette motion, conformément à l'article 46 des statuts nationaux d'EELV et suivant les modalités fixées au règlement intérieur, de convoquer un congrès extraordinaire.**
- > **De fixer la date de ce congrès à la fin du printemps 2018 au plus tard.**
- > **D'organiser pour ce congrès un processus de préparation ambitieux, rythmé par des événements et des initiatives : pour cela le Conseil Fédéral décide de la création d'une commission dédiée à l'élaboration de la feuille de route qui mènera au congrès extraordinaire. Cette commission ouverte à toutes et tous les adhérent-e-s d'EELV sera chargée de l'organisation des événements préparatoires au congrès, dans l'esprit fédéraliste, européen, décentralisé, féministe et non-violent des écologistes.**
- > **Ce congrès doit permettre la mise en place de statuts simplifiés, plus accueillants, plus efficaces et modernes. Ils doivent être fondés sur la confiance et la facilité d'adhésion pour avoir un maximum de citoyens qui acceptent de s'engager.**

Membres du Conseil fédéral :

Leyla Binici (Tit Alsace) ; Pascal Bourgois (Tit Aquitaine) ; Christelle de Crémiers (Tit Centre) ; Yves Hauss (Sup Alsace) ; Marie-Christine Kadler (Sup PACA) ; Samy Khaldi (Tit Île-de-France) ; Christine Ladret (Tit Pays de la Loire) ; Jeanne Meunier (Tit PACA) ; Eric Mourey (Sup Bourgogne) ; Martine Petit (Sup Bretagne) ; Raymonde Poncet (Sup Rhône-Alpes) ; Maël Rannou (Tit Pays de la Loire) ; Juliette Sniter (Tit Île-de-France) ; Pierre Stoeber (Sup Île-de-France) ; Frédéric Supiot (Tit Hors de France) ; François Thiollet (Tit Centre) ; Michel Thomas (Sup Champagne Ardenne) ; Michel Wilson (Tit Rhône-Alpes).

Soutiens :

Daniel Compère (NPDC) ; Benoît Ducasse (Île-de-France) ; Alexandre Jurado (Midi-Pyrénées) ; David Jutier (Île-de-France) ; William Lajeanne (Bretagne) ; Geneviève Lardy (Île-de-France) ; Martine Lebranchu (Île-de-France) ; Sylvie Lekin (Île-de-France) ; Florentin Letissier (Île-de-France) ; Boniface N'Cho (Île-de-France) ; Matthieu Ponchel (Île-de-France) ; Alin Popescu (Île-de-France) ; Anny Poursinoff (Île-de-France) ; André Rebelo (Île-de-France) ; Laurent Saint-André (Île-de-France) ; Charlotte Vailles (Île-de-France) ; Raphaël Yven (Île-de-France).

Motion C

Un congrès de refondation Pour une écologie de transformation

Présentée par Jean Lafont, et Elise Lowy
lafont.je@wanadoo.fr et elise.lowy@gmail.com

Exposé des motifs

Pas de reconstruction sans bilan.

EELV est sorti des écrans radar depuis plusieurs mois et traverse une crise profonde. La stratégie électorale à rebours des orientations du dernier congrès, imposée au parti par la direction actuelle, aboutit, non seulement à un échec retentissant, mais aussi à une crise de confiance liée aux méthodes de fonctionnement même du parti.

Mais il faut rechercher plus loin les racines politiques de cette crise, dans la ligne et dans la stratégie de notre parti. Les faits lui donnent raison, dans les alertes qu'il lance depuis longtemps sur le caractère insoutenable de notre modèle de développement, et pourtant il n'est pas jugé crédible pour gouverner le pays. Pourquoi ?

Le système économique dominant, qui règne désormais aux quatre coins de la planète, menace la vie sur terre, prépare des catastrophes climatiques et accroît le gouffre entre un petit nombre de nantis et la grande majorité, crise systémique toute proche. Il est d'autant plus dérisoire de voir le principal parti de l'écologie politique se traîner derrière une social-démocratie qui ne présente plus aucun projet, et faire le dos rond en attendant que crise se passe et que les petites affaires puissent reprendre « as usual ».

Il n'est que temps d'aborder ces questions sans faux fuyants et sans tabou. La demande d'un véritable bilan n'est pas une lubie dirigée contre le parti, c'est au contraire le seul moyen de le refonder, sur une bonne ligne !

Pour une écologie radicale de transformation

Ce n'est pas caricaturer que de dire que notre ligne politique est, dans les faits, principalement orientée vers la conquête des institutions, par laquelle nous pensons réformer peu à peu le système économique et social dominant, dont nous dénonçons les excès, mais que nous ne remettons pas en cause. Finalement, nous mettons en pratique une « écologie d'accompagnement », certes pétrie de bonnes intentions, mais finalement de court terme et incapable de proposer un autre « récit » à la société - car nous n'en avons pas nous-même.

L'énergie des militants, le fonctionnement des courants, les stratégies électorales, sont orientés dans ce but. Tout conduit à stériliser la réflexion sur le fond et à remplacer la « dispute politique » saine pour la vie du parti, par une concurrence pour les postes.

Nous ne sortirons de ce cercle vicieux que si nous reprenons les problèmes à la base et en laissant de côté les arrière-pensées.

Reprenons le fil des grands penseurs de l'écologie politique, comme l'ont été Ellul, Charbonneau, Dumont, Illich, Gorz qui ont porté une critique souvent radicale du système productivisme né avec la grande industrie. Ils ont prévu avec lucidité les menaces de la techno science, bien avant qu'elle ait envahi tous les moments de notre vie, au point de transformer l'être humain en cyborg. Ils ont souligné l'impact des outils (y compris les institutions) qui, par leur dimension et leur mode de gouvernement, assujettissent l'usager à l'expert et nient la démocratie. Ils ont pensé la libération du travail dominé

DOCUMENT N° 1Page **10**

aujourd'hui par les rapports capitalistes. Tous cela constitue pour l'écologie politique un patrimoine majeur, que nous devons utiliser systématiquement, en un faisant un point fort d'une lutte culturelle contre le « sens commun » véhiculé par la classe dominante.

Regardons aussi la société qui nous entoure, son fonctionnement, ses conflits. Si l'écologie politique défend les intérêts de l'humanité, elle s'adresse d'abord à celles et ceux qui subissent les effets du système, et d'abord aux classes populaires. Elle s'appuie aussi sur tous les mouvements, de défense de la nature, féministes, antiracistes, démocratiques, altermondialistes, etc. tout ce peuple qui doit prendre conscience de son rôle historique. L'écologie politique n'est pas « hors sol », elle doit être partie prenante dans la construction de cette alliance, tournée contre le système économique dominant et ses tenants.

L'enjeu d'EELV et de l'ensemble de l'écologie politique aujourd'hui, c'est bien de s'engager résolument dans cette écologie radicale de transformation, dans laquelle écologie et social sont liés intimement, et qui donne un sens à la transition écologique et sociale vers une société de post-croissance.

Dans cette perspective, c'est toute notre stratégie qu'il convient de revoir, en fonction du nouveau paysage politique qui s'est constitué en France après les dernières élections.

L'échéance des élections européennes de 2019 nous oblige aussi à penser cette stratégie à l'échelle de l'Union européenne, dans l'esprit esquissé dans les lignes précédentes.

Il ne tient qu'à nous de remonter la pente ou de continuer à s'enfoncer. Nous devons opérer ce changement en profondeur, pour élever notre action au niveau des enjeux. Ce changement porte sur nos objectifs, notre stratégie, notre organisation et notre rapport avec la société. Un simple replâtrage serait inopérant et nous ferait sortir de l'histoire, soyons-en assurés.

MOTION**Le Conseil fédéral :**

considère qu'EELV doit s'orienter dans une écologie de transformation, c'est à dire d'une écologie radicale, en rupture avec le système économique dominant ainsi qu'avec tout productivisme

demande qu'un bilan soit conduit, dans l'esprit et à partir de cette orientation ; de poursuivre celui-ci par l'élaboration d'une stratégie du parti, de ses modes d'action, de ses alliances, de son propre fonctionnement en cohérence avec sa nouvelle orientation

décide la tenue d'un Congrès de refondation avant la fin 2017, impliquant une modification des statuts

Membres du Conseil fédéral :

Alamartine Françoise (Tit Languedoc-Roussillon) ; Béchu-Diaz Mathieu (Tit Alsace) ; Belouin Marie-Christine (Sup Auvergne) ; Binici Leyla (Tit Alsace) ; Bourgois Pascal (Tit Aquitaine) ; Chérel Didier (Sup PACA) ; Chessé Hélène (Sup Midi-Pyrénées) ; Cognéras Cyril (Tit Part nationale) ; de Crémiers Christelle (Tit Part nationale) ; Dorbon Edwige (Tit Bourgogne) ; Handschutter Sophie (Tit Midi-Pyrénées) ; Harel Hélène (Sup Île-de-France) ; Kaabi Chekra (Tit Île-de-France) ; Lafont Jean (Sup Île-de-France) ; Le Guenniou Anne (Sup Part nationale) ; Lepaumier Christiane (Tit Bretagne) ; Nicanor David (Tit Champagne-Ardenne) ; Padovani-Lorioux Murriel (Tit Limousin) ; Palis-Niermann Nelson (Sup Aquitaine) ; Palmier Nathalie (Tit Part nationale) ; Paul Evelyne (Sup Bourgogne) ; Petit Martine (Sup Bretagne) ; Rebreyend-Surdon Christine (Tit Rhône-Alpes) ; Ruiz Marie-Cécile (Tit Guyane) ; Rupnik Alexandre (Tit PACA) ; Thomas Michel (Sup Champagne-Ardenne).

Soutiens :

Marie Aoustin (IDF) ; Pascal Branchu (BRE) ; Yves Chagneau (IDF) ; Eve Desjardins (IDF) ; Françoise Kiefé (BRE) ; Yves Lecourt (Midi Pyr) ; Elise Lowy (membre du BE IDF) ; Jean-Jacques Mercier (PDL) ; Pascal Mosbah (IDF) ; Christophe Mouy ; Thierry Pradier (membre du BE PDL) ; Serge Rivret (IDF) ; Michel Rouyer (IDF) ; Thierry Touche (Hauts de France) ; Philippe Vicherat (IDF) ; Françoise Werckmann.

DOCUMENT N° 1

Page 11

Motion D

Refonder

Présentée par Henri Arévalo,
henri.arevalo@wanadoo.fr

Exposé des motifs

Au cours de cette année électorale, les repères idéologiques traditionnels ont explosé. Les partis politiques ont été remis en cause dans leur mode de fonctionnement. Les extrêmes se sont renforcés dans leur poids électoral et le centre, devenu une valeur refuge, a été investi par une grande partie de la gauche et de la droite. Aujourd'hui, à droite comme à gauche les espaces politiques déstructurés sont devenus inopérants.

Les citoyen.ne.s ont signifié clairement qu'ils attendaient un changement de forme, quitte à poser moins d'exigence quant au fond du projet politique.

Sous l'effet des choix par défaut des électeurs, facilités par les mécanismes électoraux de la Ve République, ces bouleversements ont permis l'installation au pouvoir d'une mouvance aux contours flous autour de la force médiatique d'Emmanuel Macron dont la vision politique se nourrit en abondance d'économie libérale agrémentée d'une pincée de social-démocratie et d'un zeste de déclarations en faveur de la question écologique.

À comprendre les premières mesures posées par le Gouvernement d'Edouard Philippe et les premières lois votées ou les projets d'ordonnances, rien à ce jour ne permet de déceler un sursaut collectif et une véritable évolution de notre modèle social et économique vers la construction d'une société fondamentalement écologique, capable de répondre aux grands enjeux de ce XXI^e siècle.

Bien au contraire, tout porte à croire que le projet présidentiel produira, notamment sur les questions sociales, des chocs importants porteurs de nouvelles tensions et une aggravation des inégalités et des exclusions. Rien ne laisse entrevoir que cette cohabitation de visions historiquement opposées, pourrait s'inscrire de façon durable dans le temps et résoudre les problèmes auxquels les populations de ce pays, de l'Europe et globalement celles de la planète sont déjà largement confrontées.

L'écologie incarnée sur l'échiquier politique par EELV, faute notamment d'avoir réussi à clarifier et stabiliser dans l'opinion son positionnement idéologique et stratégique, et pour bien d'autres raisons qu'il conviendra d'analyser, a subi une cuisante défaite, au moment même où la question écologique progresse significativement dans les consciences et où chaque jour la démonstration est faite de l'urgence à agir pour limiter le réchauffement climatique, pour préserver la biodiversité, pour préserver les équilibres vitaux de la planète ...

La régression de l'écologie politique est incontestable avec un nombre de voix obtenu en baisse, l'absence de représentation à l'Assemblée nationale et bientôt très réduite au Sénat, au l'un des plus faibles nombres d'adhérents depuis la création du parti en 1984 et un réel discrédit de EELV qui n'apparaît plus capable de porter les politiques qu'il défend. La fragmentation en plusieurs micros partis, les initiatives individuelles isolées, l'adoption par d'autres forces de politiques proposées par EELV ont jeté le trouble quant à la nécessité de l'existence d'un parti écologiste dans notre pays.

L'écologie est un projet politique à part entière qui ne peut se diluer dans d'autres projets politiques. Notre société se transformera en société écologique sous l'action des citoyen-nes dans leur vie quotidienne, par leur regroupement au sein d'associations en mesure de mener des actions locales ou d'envergure nationale et internationale. Mais aussi grâce à l'action politique structurée d'un parti politique spécifique et de ses nombreux militant-es, un parti capable d'un large rassemblement démocratique et ouvert, avec des fondamentaux bien posés et une ligne stratégique claire inscrite dans le moyen et le long terme.

L'heure est à la reconstruction et à la refondation d'une nouvelle organisation de l'écologie politique.

Cette refondation doit s'opérer dans le cadre d'une démarche ouverte, participative, conduite avec la ferme volonté de fédérer toutes celles et tous ceux qui, actuels ou anciens membres des Verts ou d'EELV, membres ou anciens membres d'autres partis mais en aspiration de plus d'écologie, ou citoyens désirant tout simplement faire avancer politiquement l'écologie.

MOTION

Le conseil fédéral des 9 et 10 septembre 2017 décide :

- d'engager une démarche participative, large et ouverte, de types assis, états généraux, convention visant à fédérer le plus grand nombre de citoyen-nes, écologistes ou non, pour refonder au plus tard à la fin de l'année 2018 une nouvelle organisation de l'écologie politique ;

- d'installer dans les meilleurs délais un comité de pilotage composé de représentant-es d'EELV (BE, CF, Régions, Coopérative... dans le respect des sensibilités), de personnalités de l'écologie et de représentant-es d'autres composantes de l'écologie politique en adhésion avec cette idée de refondation. Le comité de pilotage de la refondation sera chargé de définir la démarche pour son contenu et sur sa forme et d'assurer la supervision de sa mise en œuvre. Une proposition sera soumise pour avis lors du conseil fédéral des 2 et 3 décembre 2017, sans pour autant que cela empêche de premières initiatives de réflexion et de dialogue.

Le Conseil fédéral appelle l'ensemble des structures locales et régionales à s'approprier cette démarche et à la nourrir d'initiatives et demande au Bureau exécutif de l'accompagner pour créer toutes les conditions de sa réussite, notamment en garantissant les conditions d'ouverture et de dialogue.

Le Conseil fédéral décide d'octroyer à cette démarche une ligne budgétaire à préciser après élaboration du projet définitif.

Membres du Conseil fédéral :

Mireille Alphonse (Sup Île-de-France) ; Jacques Arthuys (Tit Midi-Pyrénées) ; Bernard Bourdeix (Tit Île-de-France) ; Brigitte Brozio (Tit Midi-Pyrénées) ; Dominique Cloarec (Tit Île-de-France) ; Jean-Marc Denjean (Sup Île-de-France) ; Michel Dubouillé (Sup Guyane) ; Catherine Hervieu (Sup Bourgogne) ; Jeanne Hocquaux-Thiemonge (Sup PACA) ; Christine Juste (Tit PACA) ; Judith Leray (Tit Pays de la Loire) ; Olivier Longeon (Tit Rhône-Alpes) ; Maurice Morel (Sup Rhône-Alpes) ; Marie-Claude Noël (Tit Aquitaine) ; Jean-Louis Pages (Tit Limousin) ; Genevieve Payet (Tit La Réunion) ; Michèle Poncet-Ramade (Tit PACA) ; Jean-Claude Pradels (Sup Aquitaine) ; Serge Rivet (Sup Poitou-Charentes) ; Mounir Satouri (Tit Île-de-France) ; Anne Souyris (Sup Île-de-France) ; Frédéric Supiot (Tit Hors de France) ; Jean-François Tallio (Tit Pays de la Loire) ; Olivier Thouard (Tit Aquitaine).

Soutiens :

Christophe Ahuir ; Henri Arévalo (Membre du BE) ; Jean-Marc Ben ; Christine Bourquard ; Patrick Chaimovitch ; Fadila Chourfi ; Hanna Clairière ; Gabriel Delicourt ; Jean Desessard ; François Dubrueil ; Françoise Emery ; Patrick Franjou ; Gonnet Chaubet ; Jacques Grenier ; Cécile Hagnaeur ; Pierre Hémon ; Brigitte Heridel ; Rosy Inaudy ; Olivier Lafond ; Mickaël Marie ; Alexis Martin ; Gilles Martineau ; Isabelle Meiffren ; Jacques Moulin ; Patrick Naizain ; Alain Nérot ; Dany Neveu ; Dirk Offringa ; Nicolas Patureau ; Danon Lutchmee Odayen ; Philippe Stamenkovic ; Stéphane Tiger ; Marie-Marguerite Young ;

DOCUMENT N° 1

Page 13

Motion E

Construire la politique de la post-croissance

Présentée par Gilles DEGUET et Hélène HARDY
gilles@deguet.org et helenehardy62@gmail.com

Exposé des motifs

La période qui s'achève a été marquée par un ébranlement majeur des représentations politiques en France, avatar français d'une crise générale. Cette nouvelle crise participe de la crise généralisée, crise environnementale, crise économique et sociale, crise démocratique.

Leur incapacité à répondre aux défis de la période a provoqué la faillite des forces politique traditionnelles ; les électeurs ont cherché ailleurs une perspective ou se sont abstenus. Le système électoral a conduit à des séries de votes utiles qui dépolitisent les élections en faisant des programmes un enjeu secondaire. Il a donné des pouvoirs exorbitants à un mouvement minoritaire surfant sur les aspirations à un certain renouveau sans pour autant annoncer de rupture : nouveauté sur la forme et continuité sur le fond. Le résultat de cette séquence électorale contient en lui-même la source de son délitement ; ce gouvernement est un épisode de la fin d'un système, il n'est pas l'annonce d'un nouveau. Il n'est pas armé pour faire face aux difficultés que la crise climatique, et les effets pervers du système à bout de souffle vont produire.

L'échec de notre projet politique ne doit pas être minimisé. Nous n'avons pas réussi à maîtriser notre participation aux institutions politiques ; en dépit d'une critique souvent radicale dans les textes, nous avons trouvé le moyen d'être assimilés au « système » et d'être emportés avec lui. Nous avons senti la nécessité de dépasser la forme partidaire, mais n'avons réussi à créer qu'une structure centralisée, hypertrophiée et réglementée.

Paradoxalement, la séquence présidentielle-législatives a aussi montré une progression sans précédent des idées écologistes. Si l'actualité politique telle qu'elle est traitée par la presse apparait fortement imprégnée de tensions et de questions sécuritaires sans toujours bien donner les outils qui permet de comprendre, les questions sociales, d'égalité et les questions environnementales restent présentes et interpellent tout le monde.

De fait la réalité quotidienne de nos concitoyens-nnes reste marquée par la difficulté de bien vivre, confortablement, sainement, sereinement et durablement. Cette réalité et ces difficultés ne font que s'accroître et nourrissent la prise de conscience écologique d'une part de plus en plus importante de nos concitoyens.

Notre responsabilité

Le défi de la période qui s'ouvre : sur quelle culture politique, sur quel projet, va se construire la force politique qui incarnera le changement réel, fera renaître l'espoir et aura la capacité à rassembler une majorité ?

Le débat est ouvert, l'histoire n'est pas écrite.

Cette force politique sera écologiste tant les événements climatiques et l'accroissement des pollutions portant atteinte à la santé comme à la sécurité alimentaire vont mettre la question écologique au cœur de son élaboration. Bien plus que jamais. La forme de cette force reste à inventer. Beaucoup d'acteurs en présence ont vocation à participer à cette élaboration, qu'ils soient dans une organisation politique, ou plus souvent qu'ils transforment déjà la société en manifestant une défiance justifiée pour la politique telle qu'elle est.

DOCUMENT N° 1Page **14**

C'est conscient de ces perspectives qu'EELV, ses militant-es, ses régions, ses groupes locaux, humblement, se déclarent disponibles pour engager avec tou-te-s celles et ceux qui le voudront la mise en place d'espaces de débats, de collectifs de réflexion et d'élaboration de projets dans la perspective de créer une force politique nouvelle, construite sur des valeurs écologistes, démocratiques, sociales et européennes.

Tout doit être mis au débat :

- la forme de la démocratie dans une société post croissance
- la place d'une structure politique dans le mouvement écologiste et social
- les formes de participation à cette structure
- les modalités d'organisation, de décision, et les moyens de cette structure.
- les conditions de participation aux institutions politiques existantes

MOTION :

A cette fin, le conseil fédéral des 9 et 10 septembre décide :

- **De mandater le bureau exécutif pour prendre attache avec toutes les forces militantes constituées nationalement pour les inviter à s'inscrire dans une telle démarche et en définir avec elles les modalités**
- **D'inviter ses forces régionales et locales à faire de même à leur niveau**
- **De rassembler tous les mois avec le BE, la conférence des régions pour assurer un suivi de notre participation à cette démarche**
- **Le conseil fédéral de décembre et les suivants feront un point d'étape sur la base d'un rapport produit par le BE et prendront toutes les initiatives nécessaires à son avancée**

Membres du Conseil fédéral :

Bock Michel (Tit Île-de-France) ; Déguet Gilles (Tit Centre) ; Fournier Charles (Sup Centre) ; Guéguen Patricia (Sup Alsace) ; Guery-Monange Marie-Thérèse (Sup Poitou-Charentes) ; Gulli Jérôme (Tit Île-de-France) ; Hardy Hélène (Tit NPDC) ; Kadler Marie-Christine (Sup PACA) ; Lahmer Annie (Sup Part nationale) ; Lancry Jean-Pierre (Tit Normandie) ; Leclercq Séverine (Sup Île-de-France) ; Leonard Virginie (Tit Poitou-Charentes) ; Lotteau François (Tit Bourgogne) ; Mercier Marie-Pierre (Sup Languedoc-Roussillon) ; Meunier Jeanne (Tit PACA) ; Mikolajczak Anne (Sup NPDC) ; Minnaert Annick (Sup Part nationale) ; Minnaert Pierre (Sup Part nationale) ; Mourey Eric (Sup Bourgogne) ; Nicklaus Sophie (Tit Part nationale) ; Oudjaoudi Maryse (Tit Rhône-Alpes) ; Pagès Jean-Louis (Tit Limousin) ; Rod Didier-Claude (Tit Midi-Pyrénées) ; Stoeber Pierre (Sup Part nationale).

Soutiens :

Catherine Bassani-Pillot (Pays de la Loire) ; Philippe Bernard (NPDC) ; Hanna Clairière (Île-de-France) ; Jérémie Crépel (NPDC) ; Jean-Luc Dumesnil (Île-de-France) ; Jean-Sébastien Herpin (Centre) ; Michel Isambert (Centre) ; Colette Payen (Rhône-Alpes) ; Michèle Rivasi (PACA).

DOCUMENT N° 1

Page 15

Motion F

Débriefing, partage, retrouvailles et recomposition

Présentée par Jean-Pierre Lancry et reportée par le Conseil fédéral de mai 2017

jeanpierrelancry@gmail.com

Au Journées d'été de Dunkerque, des ateliers ont permis de tenter une synthèse des différentes propositions. C'est l'objet de ce texte légèrement actualisé soumis au débat pour amendements et élargissement des signatures.

Exposé des motifs

[La température de notre atmosphère et des océans augmente globalement, ce qui entraîne des dérèglements du climat. Ceci est dû à une augmentation de la concentration en gaz à effet de serre (CO₂, CH₄, etc) dans l'atmosphère.]

Les résultats de ces élections présidentielles révèlent une recomposition politique en gestation ; nous devons reprendre l'initiative en vue de nous rassembler sur nos fondamentaux et contribuer à la convergence des forces éparses de l'écologie de transformation, des solidarités et du nouveau démocratique et européen ; et il y a urgence. Nous avons eu ses derniers mois de nombreuses occasions de nous diviser en interne et dans le camp de l'alternative aux Le Pen, Fillon, Macron et Valls. L'objectif n'est pas de régler des comptes mais de voir ce qui nous rassemble, les erreurs commises par tous (car chacun a eu une part de vérité) afin de ne pas les réitérer et de pouvoir jouer notre rôle de fil vert programmatique et d'interface dans l'urgente et indispensable recomposition, et ceci dès les législatives.

Car il est sidérant, alors que 3 candidats portaient des programmes écolo-compatibles, que Valls venait d'être battu, que la droite était divisée et affaiblie... de sortir avec 2 défaites plutôt qu'une victoire et l'organisation historique de l'écologie politique affaiblie ! Pourquoi ?

3 ordres de raisons peuvent être avancés :

Une image brouillée par notre incapacité à tenir un cap,

Une incapacité chronique, trop souvent, dans les collectivités, les luttes comme les élections, à faire vivre notre autonomie dans un accord,

Une capacité évidente à se diviser,

Désormais l'ensemble des forces diverses qui ont soutenu Hamon et Mélenchon partagent 80% d'accord sur les priorités et les objectifs démocratiques, sociaux, écologiques et européens. Les divergences sur les 20% et les modalités de mise en œuvre peuvent devenir des dissensus féconds à soumettre aux débats et à la décision citoyenne que tout le monde prétend souhaiter.

Aujourd'hui 3 enjeux doivent nous rassembler et nous mobiliser :

1°) les législatives, un rendez-vous manqué pur l'essentiel : l'éclatement politique est à son comble et si le camp de l'alternative y va avec une multiplicité de candidatures, sans accord politique ni concertation, nous ferons collectivement élire l'extrême droite, les droites, Macron et Valls ; alors qu'il y a les bases politiques d'un accord arc en ciel (sans vallssistes ni macroniens) qui préservent la légitime place de chacun dans les convergences de l'ESPOIR ; cela peut prendre des formes diverses du soutien mutuel aux candidatures partagées... C'était le sens de la décision 16121 du CF du 8 et 9 Juillet.

2°) dans la continuité du chantier de la refondation, engager un bilan auto-critique de notre courant politique et organisationnel : depuis 40 ans nous sommes à l'origine du changement d'imaginaire politique, nous agrégeons des personnalités remarquables, nous avons renouvelé les politiques publiques.... ET nous restons politiquement et électoralement peu audibles !

3°) reconstruire notre cohérence collective, faire valoir notre programme « bien vivre », être force de proposition, fil vert de la recomposition programmatique et organisationnelle :

Quelles initiatives ?

Quels collectifs locaux ?

Quelle coopérative sociale et politique des alternatives écologiques et solidaires du quotidien ?

Faut-il une fédération de partis, associations, collectifs, revues ARC EN CIEL ?

MOTION

Au vu de ces 3 chantiers, le CF décide :

- dans la poursuite du chantier de la refondation, engager de manière cadrée et limitée dans le temps, la réflexion autocritique sur notre bilan politique et organisationnel, les problèmes à identifier, les solutions à valider et mettre en œuvre.

- de prendre, à tous les niveaux, dans le respect à la fois des disparités locales et des cohérences nationales, les initiatives permettant d'être le facilitateur de la refondation et de la recomposition en faisant ce que nous avons raté pendant la présidentielle et c'est une responsabilité collectivement partagée. Là encore, ce ne sont pas des discussions sans fin, mais un débat cadré, limité dans le temps sur des propositions précises, des partenaires, des outils, des calendriers. Un groupe de travail équilibré du CF (10 membres) avec 3 membres du BE initiera cette démarche.

- L'objectif à moyen terme est la tenue des assises de l'écologie politique et des solidarités qui devront être portées par un collectif d'initiatives rassemblant des personnalités issues de l'ensemble de l'écologie politique d'aujourd'hui car nous avons réussi à écologiser société et classe politique :

-> L'écologie citoyenne, associative, éco syndicale et professionnelle (archipel citoyens des jours heureux, Colibris, ESS, ...) ;

-> Les experts, revues, fondations, intellectuels ;

-> EELV bien sûr dans sa diversité interne, mais aussi les éco-socialistes d'Hamon à Melançon, des secteurs du PCF à Ensemble !, de Nouvelle Donne à Utopia, quelles que soient par ailleurs les critiques et les limites de chacune de ces démarches, qui renvoient à nos propres limites.

- Ce processus devra s'appuyer sur un texte d'appel clarifié mais ouvert, et devra mettre à l'ordre du jour : un calendrier, une méthode participative, des dissensus féconds pour dégager des options et des propositions, tant dans le positionnement politique, les nouvelles formes d'organisations, que le programme du « Bien vivre ensemble » que nous voulons expérimenter aujourd'hui pour le généraliser demain.

- En ce qui concerne EELV, un congrès pourra alors utilement discuter et trancher des options concrètes sur lesquelles chacun se déterminera.

Portée par :

Jean-Pierre Lancy

Signataires :

Amiel Caroline (Sup - Normandie) ; Bock Michel (Tit - Île-de-France) ; Borvon Serge (Tit - Bretagne) ; Collinet Annie (Tit - Savoie) ; Estay Danielle (Tit - Part nationale) ; Lahmer Annie (Sup - Part nationale) ; Lancy Jean-Pierre (Tit - Normandie) ; Leclercq Séverine (Sup - Île-de-France) ; Marin Axel (Tit - Normandie) ; Mercier Marie-Pierre (Sup - Languedoc-Roussillon) ; Meunier Jeanne (Tit - PACA) ; Mourey Eric (Sup - Bourgogne) ; Oudjaoudi Maryse (Tit - Rhône-Alpes) ; Rod Didier-Claude (Tit - Midi-Pyrénées) ; Sanchez Laetitia (Tit - Normandie) ; Wilson Michel (Tit - Rhône-Alpes).